

Nouvel An 2018

ENSEMBLE, DÉFENDONS LES DROITS DE TOUS, PRÉSERVONS LA LIBERTÉ DE PAROLE EN TANT QUE DROIT HUMAIN ET FAISONS DU CANADA UNE ZONE POUR LA PAIX!



À l'occasion du Nouvel An 2018, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations révolutionnaires aux travailleurs du Canada et du monde.

Comme tous les Canadiens et les peuples du monde, nous entamons la nouvelle année conscients des graves dangers qui planent. La période de repli de la révolution qui a commencé avec la fin de la guerre froide et de la division bipolaire du monde il y a près de trente ans se caractérise par l'institutionnalisation d'une contre-révolution qui envahit tous les domaines. Cela nous place dans une conjoncture historique particulière où les vieilles formes que l'humanité a connues ont fait leur temps tandis que les nouvelles formes répondant aux exigences d'aujourd'hui n'ont pas encore été créées.

L'offensive profondément antisociale lancée par ceux qui contrôlent l'économie et le pouvoir politique détruit les forces productives humaines sur une échelle inégalée. Elle empêche la libération de l'énergie humaine nécessaire pour l'avancement de la société. La perspective générale qu'elle propose aux peuples du monde est celle d'un cataclysme global qui prend la forme d'un holocauste nucléaire, d'une guerre mondiale contre la terreur, de famines, de spoliation et de migrations sans précédent, avec tous les maux que cela comprend. Cette perspective est appuyée par la thèse de la *Fin de l'histoire* selon laquelle la démocratie libérale est l'apogée de la démocratie, au-delà de laquelle il n'y a plus de développement requis ou même possible.

L'insécurité que cette forme de démocratie crée envahit l'existence des travailleurs et de tous les humains partout dans le monde. La démocratie libérale a créé la condition des dangers des armes nucléaires, du changement climatique et de la guerre à la terreur qui bouleverse l'humanité entière. Ceux qui ont usurpé le pouvoir par la force dans les remparts de l'impérialisme et à l'échelle mondiale maintiennent leur pouvoir en privant le peuple d'une conception du monde qui lui est favorable et qui favorise la résolution des problèmes

de la société et de l'humanité. La promotion de l'idée que l'humanité est confrontée à une apocalypse impensable, aux horreurs inconcevables, montre que ceux qui dominent sont dans une crise profonde et sont incapables à gouverner, et pourtant ils persistent dans leur prétention irrationnelle que le peuple n'a pas d'autre choix que de confier son destin à ceux qui sont incapables de trouver une voie vers l'avant.

Cette conception apocalyptique part de l'idée que les humains, qui ont créé collectivement les forces productives, la science et la technologie aujourd'hui utilisées pour provoquer les catastrophes que nous vivons, sont incapables de contrôler leurs créations. Nous sommes censés croire qu'il s'est produit une rupture irrémédiable entre les forces productives et ce qu'elles créent. Nous sommes censés tourner le dos à la science et à la technologie parce que ces forces productives et leurs produits échappent à notre contrôle et nous laissent impuissants. La seule option qui nous reste serait de faire appel aux pouvoirs de police pour défendre la démocratie libérale, qui serait l'étape suprême et finale du développement humain, contre ceux qui veulent la détruire par haine, vengeance et méchanceté ou pour le gain privé. Les actions de Donald Trump aux États-Unis et dans le monde reposent sur la vision que ce qu'il ne peut contrôler, il va le détruire.

Le PCC(M-L) rejette toute conception du monde qui véhicule l'idée qu'il n'y a pas d'alternative. Nous rejetons la conception qui dit que les êtres humains n'ont pas d'autre choix que de se soumettre aux pouvoirs de police sur lesquels nous, le peuple, n'avons aucun contrôle. Ceux qui se sont emparés du pouvoir par la force ne peuvent pas les contrôler non plus d'ailleurs.

Au nom de l'intérêt national et des valeurs civilisées, que l'élite dominante prétend synonymes, des diversions sont lancées pour empêcher le peuple de former son propre mouvement politique, pour le priver d'une conception du monde qui lui permette de trouver des solutions aux problèmes de la société.

Le PCC(M-L) défend la conclusion de la science moderne et de l'expérience humaine qui nous dit que les êtres humains, en utilisant la parole pour affirmer leur conscience, peuvent donner naissance à leur propre matériel de pensée et établir un cadre de référence qui soit en leur faveur. Ils peuvent délibérer et trouver les façons de résoudre les contradictions en faveur de l'humanité. L'impérialisme américain et ceux qui dominent le monde se déclarent indispensables mais ce sont les rapports entre les humains et entre les humains et la nature qui sont indispensables. Contrairement à ce que prétendent les cercles dominants, tous les individus, tous les membres de l'espèce humaine, toutes les personnes et leurs collectifs, sont indispensables.

Puisque les cercles dominants disent qu'il n'y a que l'apocalypse comme perspective et que l'avenir est impensable, nous concluons que nous avons besoin de notre propre pensée et de notre propre façon de voir le monde, qui part d'un point de vue complètement différent. L'expérience nous dit que le point de vue qui favorise les êtres humains est celui qui vient de la pratique révolutionnaire. La pratique révolutionnaire est l'action avec analyse, qui place la personne humaine au centre de l'action. Non seulement cette action avec analyse révèle-t-elle la nécessité de changement mais elle change *de facto* les conditions matérielles à notre avantage. La pratique révolutionnaire est requise pour résoudre la crise de manière favorable à la classe ouvrière et aux peuples du Canada et du monde.

L'apocalypse comme perspective est une forme de coercition pour nous faire renoncer à la formulation de notre propre conception du monde. Elle est tout aussi efficace que les bombes, les fusils ou la corruption pour maintenir au pouvoir ceux qui dominent présentement. Le problème n'est donc pas que nous sommes bombardés de fausses nouvelles ou que nous sommes privés d'une information contextuelle nous permettant de tirer des conclusions, mais bien que la classe ouvrière et les peuples ont besoin de leur propre conception du monde et de leur propre projet d'édification nationale, tous deux élaborés sur la base de leur propre politique et organisation. Apparaît la nécessité de développer une personnalité démocratique nouvelle qui s'exprime dans la forme d'un gouvernement antiguerre. Elle est nécessaire pour ouvrir la voie au progrès de la société, voire pour ouvrir la voie au progrès de l'humanité elle-même.

Le PCC(M-L) est d'avis que l'année qui vient mettra davantage en relief ce que signifie être révolutionnaire. Pour être révolutionnaire il ne suffit pas d'être fidèle à une cause, aussi bien intentionné soit-on. Par exemple, beaucoup sont alarmés par ce qu'ils voient comme étant une dangereuse montée du fascisme et de la politique de droite véhiculée par des racistes, des misogynes, des islamophobes et des extrémistes de toutes sortes. Même devant la réalité que les pouvoirs de police sont les seuls vestiges de l'autorité publique à la tête de ce qu'on appelle le pouvoir civil, l'absence d'action avec analyse en amène plusieurs à réagir aux dangers d'aujourd'hui en se portant à la défense de

la démocratie libérale. Ce fut la réaction des impérialistes anglo-américains lorsque confrontés à la menace fasciste durant la Deuxième Guerre mondiale. Il est de toute évidence nécessaire de rompre avec l'historiographie de la guerre froide que cette réaction a inspirée. Le système appelé démocratie libérale est précisément le système de représentation qui est en crise aujourd'hui et qui a donné naissance à des gouvernements hors de contrôle et à un pouvoir d'État qui se dévore lui-même.

Les pouvoirs de police non entravés dans la forme de cartels et d'oligopoles mondiaux se sont emparés des pouvoirs politiques de l'État et agissent impunément. Le président américain Donald Trump est sans contredit le principal défenseur de ces pouvoirs de police, lui qui appelle ouvertement à la destruction de tout ce qu'il ne peut pas contrôler, mais lui et ses hommes de main ne sont pas les seuls. Ils ne sont pas des voyous solitaires, des individus qui suivent des politiques erronées ou qui agissent contre le peuple pour des raisons intéressées.

La crise force certains à afficher des prétentions de gauche ou progressistes en opposition à l'extrême droite qui menace la démocratie libérale. On nous demande de faire confiance aux progressistes pour défendre la liberté, la paix et les droits humains et ainsi préserver la démocratie libérale. C'est le cas du gouvernement du Canada et de son premier ministre, de sa ministre des Affaires étrangères et d'autres porte-parole de l'hypocrisie libérale. Leurs actions facilitent la destruction dans laquelle les impérialistes américains sont engagés car ils croient eux aussi que les États-Unis sont indispensables.

Les hypocrites libéraux, qui se prétendent progressistes, basent aussi leurs actions sur la conception du monde apocalyptique. Pour préserver la paix, jurent-ils, le monde doit se soumettre à la machine de guerre américaine. Ceux qui refusent de se soumettre au contrôle américain sont ciblés et ceux qui ne peuvent être contrôlés sont voués à la destruction. Le gouvernement libéral a donné au Canada un rôle de premier plan à cet égard avec ses appels à créer de nouvelles instances internationales illégitimes regroupant « les alliés » pour imposer ce diktat par les moyens militaires et d'autres moyens de coercition.

L'année 2018 va justement débiter avec la tenue d'un rassemblement de ce genre à Vancouver, le 16 janvier, dont l'objectif est d'isoler davantage la République populaire démocratique de Corée (RPDC), à qui on interdit de suivre une voie indépendante, et de préparer l'opinion publique pour la destruction totale de la RPDC, comme Trump l'a proclamé à l'Assemblée générale de l'ONU. Contrairement aux hypocrites libéraux et aux autres qui appartiennent au camp de l'impérialisme américain, nous devons exiger que les États-Unis signent un traité de paix avec la RPDC, ce qu'ils refusent de faire depuis que la Guerre de Corée a abouti à une impasse en 1953, avec un accord d'armistice plutôt que d'un traité de paix. Nous devons également exiger le retrait des forces américaines de la péninsule coréenne.

Les atrocités que les États-Unis ont commises contre le

peuple coréen durant la guerre et depuis sont si horribles que la RPDC se voit forcée de défendre son peuple à n'importe quel prix. Pendant ce temps, les puissances belligérantes qui ont envahi la péninsule, dont le Canada, songent aujourd'hui à répéter la destruction et le génocide qu'elles ont commis à ce moment-là. Cela ne doit pas passer !

Le Canada a lui aussi recours à de nouveaux arrangements internationaux voyous pour justifier le renversement du gouvernement du Venezuela et la restauration de l'oligarchie raciste qui a dominé le pays dans le passé et réduit le peuple à une vie de pauvreté, de privation et d'oppression. Par contre, il garde le silence sur les tueries qui sont commises par ceux qu'il a aidés à prendre le pouvoir par un coup d'État au Honduras et sur la corruption de ceux qu'il a portés au pouvoir en Haïti. Le Canada fournit des armes et d'autres moyens de soutenir la contre-révolution meurtrière en Ukraine où la violence contre le peuple prend des proportions dangereuses. Le Canada, en tant que pays membre de l'OTAN, participe aux efforts pour encercler la Russie. Il vend des armes à l'Europe et à l'Arabie saoudite et participe aux massacres des peuples en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Yémen et ailleurs. Les intérêts et les ingérences du Canada en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes sont contraires aux intérêts des peuples et ne contribuent rien à la paix, à la liberté ou aux droits humains.

Pour être en mesure d'agir en toute impunité dans ces régions, le gouvernement du Canada a donné carte blanche aux pouvoirs de police qui sont érigés dans le cadre du cartel international d'agences d'espionnage, de mercenaires, d'ONG et de forces armées pour la défense des États-Unis en tant que nation dite indispensable. Le Canada est entièrement investi dans les alliances militaires agressives comme l'OTAN et NORAD et dans la promotion d'accords de libre-échange par lesquels les décisions prises par les oligarques et leurs oligopoles mondiaux sont identifiées à l'intérêt national.

Les initiatives du gouvernement pour abroger les droits civils tels que la liberté de parole et d'association avec le projet de loi 59 et d'autres moyens et les réformes de la loi électorale ont pour effet d'exacerber la crise de légitimité des gouvernements et du pouvoir d'État. Tout cela démontre que les formes qui ont été créées par l'État-nation européen et le système de représentation appelé démocratie libérale sont maintenant caduques et que les peuples doivent donner naissance à de nouvelles formes qui favorisent leurs intérêts et ceux de l'humanité.

De même, le refus des cercles dominants de négocier de bonne foi avec les collectifs de travailleurs, pour des salaires et des conditions de travail et de retraite qui reconnaissent la contribution que ces travailleurs font à la richesse créée dans la société, est la preuve que l'équilibre et les arrangements établis au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale

pour leur offrir une forme de sécurité n'existent plus. Les travailleurs doivent résoudre le problème du manque de pouvoir et ils peuvent le faire en se prévalant de leur droit de parole, pour réfléchir aux choses à voix haute, partager les expériences et les idées entre eux, pour déterminer ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas et comment intervenir dans une situation donnée d'une façon qui soit à leur avantage.

Les problèmes de la guerre et de la paix et de l'économie nous concernent tous en tant qu'êtres humains. Nous avons le droit humain de débattre des choses qui nous concernent et ce droit est inaliénable. Sans lui, nous ne pouvons pas affirmer notre humanité ni activer le facteur humain/conscience sociale pour humaniser l'environnement naturel et social.

L'affirmation de la conscience humaine par l'exercice du droit humain à la parole n'appartient pas à la catégorie des droits civils tels qu'énoncés dans la *Charte des droits et libertés*. La charte impose des limites dites raisonnables à l'exercice des droits civils mais qui décide quels sont ces droits, comment ils sont exercés et quelles limites sont raisonnables? On nous dit que le nouveau projet de loi sur la sécurité nationale présentement débattu au Parlement, le projet de loi C-59, a comme objectif d'équilibrer les droits et la sécurité. On prétend que ce projet de loi peut respecter la *Charte des droits et libertés* même si le processus décisionnel est sous le contrôle des pouvoirs de police. Ces pouvoirs de police comprennent les pouvoirs arbitraires des ministres et des juges qui, de fait, sont au-dessus de l'État de droit. Quant aux assemblées législatives, elles agissent au mépris de l'opinion démocratique communément admise qu'elles sont censées représenter le peuple. Le fait que des lois sont adoptées qui légalisent le recours aux pouvoirs de police au nom de la sécurité et que cela est identifié de facto à l'intérêt national montre clairement que dans l'état actuel des choses, le peuple est de plus en plus marginalisé et privé de pouvoir.

La situation aujourd'hui rappelle ce couplet de l'hymne des travailleurs, *L'Internationale* :

*Il n'est pas de sauveurs suprêmes
Ni Dieu, ni César, ni Tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes
Décrétons le salut commun.
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer tant qu'il est chaud.*

Nos meilleurs vœux de succès dans toutes vos entreprises dans la nouvelle année !

Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

POUR CONTACTER LE PCC(M-L)

Tél: 613-792-4475 • Courriel: bureau@pcml.ca • Site Web: www.pcml.ca